



Communiqué de presse

Discours de politique générale : l'abrogation, pas un « conclave » !

Le discours de politique générale du Premier ministre, annoncé comme de nature à trouver des chemins de « compromis sociaux », s'est inscrit à l'inverse dans la parfaite continuité des politiques menées jusqu'à présent, essentiellement dans l'intérêt des plus riches, sans inflexion majeure pour les intérêts du monde du travail. Il n'y a donc en réalité dans ce discours rien qui puisse sortir le pays des crises sociales, démocratiques, politiques et environnementales qui le secouent depuis quelques années, de manière inquiétante depuis le début de l'été, et qui font le lit d'une extrême droite raciste et réactionnaire.

La FSU ne se satisfait pas d'un effet d'annonce sur la « remise en chantier », sous forme d'un « conclave » (!) de la réforme des retraites, fondée dans l'immédiat sur la seule expertise prétendument incontestable de la Cour des comptes, véritable manière de verrouiller d'emblée la question des financements. Il paraît paradoxal de demander aux partenaires sociaux de trouver un accord sur une nouvelle réforme sans en changer les objectifs budgétaires et sans suspendre la réforme de 2023. Cela ne tient aucunement compte de la mobilisation sociale exceptionnelle de 2023 comme de son rejet toujours aussi majoritaire et vivace. La FSU s'engagera dans le cadre de l'intersyndicale pour obtenir son abrogation.

Le discours n'a répondu à aucune des urgences sur lesquelles le gouvernement est pourtant attendu dans l'immédiat en matière de service public et de Fonction publique.

Rien n'a été dit par exemple sur les 3 jours de carence contre lesquels les professions de la Fonction publique se sont largement mobilisées, en particulier le 5 décembre dernier. Rien sur l'urgence de revaloriser les fonctionnaires alors que l'attractivité est en berne, c'est là le moyen de leur reconnaissance. Rien non plus sur les arbitrages budgétaires envisagés, par exemple sur les suppressions de postes, sur les dotations aux collectivités au-delà d'une réduction de l'effort qui leur est demandé, etc. En revanche, le Premier ministre a fait le choix de reprendre le terme très équivoque de « débureaucratisation », la FSU s'en inquiète, de même que les perspectives de politique anti-migrants ont été malheureusement précisées.

Pour la FSU, il y a urgence à cesser de céder aux obsessions libérales pour la détermination des politiques publiques. Elle appellera les personnels à reprendre les mobilisations pour obtenir une tout autre politique.

Bagnolet, le 14 janvier 2025